

# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 10ème législature

Reductions d'impot Question écrite n° 8817

### Texte de la question

M. Bernard Leroy appelle l'attention de M. le ministre du budget sur le fait que l'apport a une SCI est de nature a remettre en cause une reduction d'impot accordee lors de l'acquisition d'un logement neuf. En effet, un pere de famille, dans le but de diversifier son patrimoine immobilier, fait l'acquisition d'un immeuble neuf dans l'idee de beneficier des avantages fiscaux lies a la loi Mehaignerie. Ayant plusieurs enfants et souhaitant preserver l'unite de son patrimoine, il envisage concomitamment la creation d'une societe civile immobiliere regroupant ses biens immobiliers. Ensuite, il consent une donation-partage au profit de ses enfants en repartissant entre eux les parts sociales. Cette situation est de nature a remettre en cause la reduction d'impot. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer ou le Gouvernement envisage de modifier les textes sur ce point precis afin de favoriser la reprise de l'activite economique dans le secteur de l'immobilier.

### Texte de la réponse

L'apport en societe d'un immeuble constitue une cession de ce bien. Lorsqu'il intervient dans le delai de neuf ou six ans fixe aux articles 199 nonies, 199 decies A et 199 decies B du code general des impots, cet apport entraine la reprise, au titre de l'annee de cette cession, de la reduction d'impot accordee anterieurement. En effet, l'importance des avantages fiscaux octroyes, soit jusqu'a 120 000 F pour la seule reduction d'impot, justifie qu'en contrepartie le bien investi reste attache a la personne du contribuable qui en a beneficie.

#### Données clés

Auteur : M. Leroy Bernard Circonscription : - UDF

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 8817 Rubrique : Impot sur le revenu

**Ministère interrogé**: budget, porte-parole du gouvernement **Ministère attributaire**: budget, porte-parole du gouvernement

#### Date(s) clée(s)

**Question publiée le :** 6 décembre 1993, page 4314 **Réponse publiée le :** 4 avril 1994, page 1654